	TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE (délivré par le Maire au nom de la commune)
DEMANDE DE TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE déposée le : 6 mars 2020 par : MECHTEMEL BELICADI HOUAZI demeurant : 39 chemin du Villebois Résidence Le Chamois 38100 GRENOBLE terrain sis : 139 Corniche de Montmiandon Lot 54 Lotissement le Balcon des Alpes 07100 ANNONAY	Dossier n° PC 07010 18 A0067 T01 Surface de plancher : 212,73 m² Destination : Construction de deux maisons d'habitation (R+1) Réf. Cadastres : BL879

LA MAIRE,

VU la demande de TRANSFERT de PERMIS DE CONSTRUIRE susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,

VU l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n°2020-427 du 15 avril 2020,

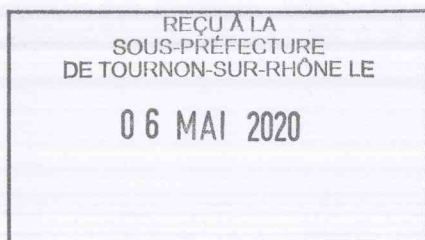
VU le règlement national d'urbanisme -articles R.111-1 et suivants,

VU le permis de construire n° 007 010 18 A0067 accordé en date du 8 avril 2019, délivré à la SCI LA CORNICHE – M. BATTAL CIMEN autorisant la construction de deux maisons d'habitation,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation de permis de construire visée dans la demande accordée à SCI LA CORNICHE – M. BATTAL CIMEN, est transférée à M. MECHTEMEL BELICADI HOUAZI pour la construction de 2 maisons.

Article 2 : Les réserves émises dans l'arrêté initial sont maintenues et devront être strictement respectées.



ANNONAY, le 24 avril 2020
La Maire,

Antoinette Scherer
Antoinette SCHERER

INFORMATIONS : Le projet est soumis à la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive.

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

INFORMATIONS REGLEMENTAIRES : Les taxes et redevances exigibles sont : la Taxe d'Aménagement et la Redevance d'Archéologie Préventive.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

DROIT DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

VALIDITE : Conformément au décret 2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

Enfin, le délai de validité de l'ensemble des permis et des décisions de non-opposition à déclaration préalable portant sur des ouvrages de production d'énergie renouvelable pourra être prorogé plusieurs fois pour une année, jusqu'à l'achèvement d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Cette décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois courant à partir de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020.